

Communiqué de presse
Berne, le 18.02.2026

L'initiative « 200 francs, ça suffit ! » menace la stabilité et la cohésion du pays.

À l'issue d'une consultation interne d'envergure, la Fédération Suisse des Entreprises (FSE) annonce sa ferme opposition à l'initiative populaire « 200 francs, ça suffit ! ». Malgré la promesse d'une exonération totale des entreprises, 91,3 % des entrepreneuses et entrepreneurs consultés rejettent le texte. Pour la FSE, le démantèlement du service public audiovisuel met en péril la fiabilité de l'information et la cohésion nationale, piliers indispensables à un climat des affaires stable.

Un texte radical sous des dehors séduisants

L'initiative populaire « 200 francs, ça suffit ! », soumise au peuple le 8 mars prochain, vise à réduire la redevance de réception de 335 à 200 francs par ménage et à supprimer la contribution des entreprises. Si la baisse de la charge fiscale est un argument traditionnellement porté par les milieux économiques, la FSE souligne que cette réduction de près de 40 % du budget de la SSR entraînerait une coupe sombre dans les prestations de service public, sans commune mesure avec les économies réalisées.

Allégations infondées sur la charge pour les entreprises

Contrairement aux affirmations selon lesquelles la redevance actuelle entraverait le recrutement et l'innovation dans les entreprises, la réalité peint un tout autre tableau : seule une faible partie des entreprises est concernée. Depuis 2018, moins d'un cinquième des sociétés réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 500 000 francs en sont effectivement redevables. Même pour les grandes entreprises, la charge reste négligeable. Le montant des coûts annuels relève des dépenses courantes et reste dérisoire comparé aux véritables enjeux que représentent les coûts salariaux ou les investissements en innovation.

L'information de qualité : un rempart contre le chaos numérique

Dans un contexte marqué par la montée des « fake news », la désinformation automatisée et la puissance des algorithmes, la FSE considère qu'un média de service public fort est une infrastructure stratégique pour la Suisse.

« À l'ère des réseaux sociaux, des IA et de la désinformation galopante, un média de référence est plus nécessaire que jamais », souligne Nils Peter (Legal Light). « Couper la redevance, c'est scier les racines d'une information indépendante et impartiale. »

Pour Alexis Richard (Maison Agathe SA), la fiabilité des sources est un gage de stabilité : « Un service public audiovisuel robuste est notre meilleur rempart face à la désinformation. » Un avis partagé par Karin Perraudin (Domaine des Îles), pour qui « l'information indépendante constitue le quatrième pilier de notre démocratie. » Enfin, Cyrill Wiget (Velociped AG) résume l'engagement des PME : « De solides informations valent bien 1'000 francs par an en tant que contribution au bon fonctionnement de notre société. »

Risques majeurs pour les régions et la diversité

Outre l'aspect démocratique, la FSE s'inquiète des conséquences économiques et territoriales. Une acceptation de l'initiative frapperait de plein fouet :

- Les régions linguistiques minoritaires (Suisse romande, Suisse italienne et romanche), qui ne pourraient plus bénéficier de la solidarité nationale pour leur offre audiovisuelle.
- La culture et le sport, privés d'une vitrine et d'un soutien à la production régionale.

- Le tissu économique local, de nombreux prestataires et sociétés de production dépendant directement de la vitalité du secteur audiovisuel suisse.

Soutien au compromis du Conseil fédéral

Plutôt qu'un démantèlement brutal, la FSE plaide pour la voie de la raison. Elle soutient le contre-projet du Conseil fédéral qui prévoit une baisse progressive de la redevance à 300 francs et une exonération des PME dont le chiffre d'affaires est inférieur à 1,2 million de francs.

« Ce compromis permet de soulager le pouvoir d'achat et les petites structures tout en préservant la substance de notre service public », conclut Christophe Barman, co-président de la FSE.

Contact médias :

Christophe Barman
Co-président
christophe.barman@federationdesentreprises.ch
+41 79 462 51 44

La Fédération Suisse des Entreprises (FSE) s'engage pour une économie prospère, respectueuse des limites planétaires. Représentant la voix de plus de 1'100 PME et TPE à l'échelle nationale et régionale, nous nous engageons activement à créer des conditions-cadres favorables à un développement économique durable. Nous nous distinguons par notre approche progressive, en consultant directement nos membres pour élaborer nos prises de position, reflétant ainsi fidèlement les préoccupations et les aspirations des entrepreneur·e·s. federationdesentreprises.ch